Le temps des jolies colonies de vacances : au cœur de la construction d'un service public

Clotilde Melon
Doctorante, université de Rennes 2.

> Julien Fuchs, Le temps des jolies colonies de vacances : Au cœur de la construction d'un service public, 2020.

Introduction

Publié en 2020 aux Presses universitaires du Septentrion*, Le temps des jolies colonies de vacances : Au cœur de la construction d'un service public (1944-1960)* de Julien Fuchs s'inscrit au croisement de plusieurs champs de recherche : de l'histoire contemporaine, aux sciences de l'éducation et de la formation (SEF) en passant par les sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS). Si la publication de Fuchs a déjà fait l'objet de recensions (Chovaux, 2020 ; Martin, 2021), il s'agira ici d'en rendre compte en portant une attention particulière aux liens que cet ouvrage peut entretenir avec les débats actuels autour des transformations éducatives, et notamment de la forme scolaire d'éducation (Vincent, 1994) et des modalités d'intervention de l'État.

DOI / URL https://www.ouvroir.fr/lpa/index.php?id=1486
Licence https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/

Contextualisation de l'ouvrage

« Ringardes », « naïves », « infantilisantes » : voilà comment les colonies de vacances sont aujourd'hui perçues par une partie de l'opinion publique. Julien Fuchs s'appuie sur ce discrédit pour débuter sa recherche et revenir au moment où les séjours de vacances deviennent une institution de masse. Loin d'être un simple décor nostalgique, les colonies de vacances demeurent profondément ancrées dans l'imaginaire collectif et continuent de marquer durablement l'espace socio-éducatif par leurs institutions et leurs architectures. Elles apparaissent comme des lieux de sociabilité où s'expérimentent différentes manières de faire collectif, adaptées aux enjeux de chaque époque. D'ailleurs, c'est dans un contexte contemporain marqué par le renouveau de l'éducation populaire et une quête d'authenticité au sein d'une société perçue comme aseptisée que les séjours[1] de vacances peuvent ainsi réapparaître comme des alternatives à des pratiques touristiques jugées élitistes, individualistes et consuméristes. L'auteur résume cet enjeu dans une question qui invite à relire les colonies de vacances au présent, en interrogeant leur modernité paradoxale : « Les colonies de vacances ne cultivent-elles pas une forme éducative qui, marquée d'un saut d'authenticité, apparaît foncièrement moderne, faisant écho à une aspiration sociale contemporaine ? » (Fuchs, 2020, p. 14). L'ouvrage de 452 pages ne propose pas une histoire du quotidien des séjours, mais bien celle d'une analyse des politiques publiques et des modalités d'intervention de l'État dans ce secteur socio-éducatif.

Les travaux de Fuchs, qui est professeur des universités à la faculté des sciences du sport et de l'éducation de l'université de Bretagne occidentale et membre du laboratoire CREAD[2], s'inscrivent à l'intersection de plusieurs disciplines, parmi lesquelles l'étude des enjeux identitaires et culturels des pratiques physiques, l'histoire de la jeunesse et des sociabilités juvéniles, ainsi que l'histoire de l'éducation physique et de ses acteurs. Sa recherche sur les colonies de vacances et le rôle de l'État dans leur mise en place, s'inscrit dans un ensemble de travaux ayant mis en lumière le rôle des institutions socio-éducatives dans la prise

1. Depuis 2003, l'administration française préfère le terme « séjour de vacances » à celui de colonie. Quelques années plus tard, c'est l'acronyme ACM (accueil collectif de mineurs) qui est choisi pour harmoniser les pratiques mais aussi se détacher d'un passé militaire et colonial. Jean Houssaye (2018) explique ce changement de terminologie en précisant que les termes « colonie de vacances » ou « colos » restent prégnants dans le parler quotidien, en revanche, celui seul de « colonie » est à éviter au vu de l'héritage auquel il renvoie.
2. Centre de recherche sur l'éducation, les apprentissages et la didactique (EA 3875).

en charge progressive de la jeunesse par l'action publique. À ce titre, le livre participe au renouvellement historiographique attentif aux processus d'institutionnalisation, aux relations entre initiatives associatives et encadrements publics, ainsi qu'aux formes concrètes d'intervention de l'État dans les domaines éducatifs non scolaires. Ce choix de focale opère un déplacement important dans le champ historiographique. Les travaux antérieurs se sont, en effet, principalement intéressés aux grands organismes (Chovaux, 2008 ; Gardet, 2014 ; Lebon, 2005), à leurs orientations pédagogiques et idéologiques, aux enjeux sociopolitiques qui les traversent (Lee Downs, 2002), ou encore au quotidien des séjours et aux acteurs qui les encadrent (Houssaye, 2009, 2018 ; Palluau, 2013 ; Tétard, 2007). L'ouvrage contribue à combler un manque de l'historiographie française en proposant une analyse de l'institution « colonies de vacances » participant à l'émergence du secteur de la jeunesse et des sports.

Architecture, problématique et démarche de l'ouvrage

La publication se distingue par une matérialité particulièrement soignée. Composé par Chloé Galliard le manuscrit présente une facture éditoriale de qualité qui accompagne la progression de la lecture. Cette attention portée à la composition matérielle renforce l'impression d'un ouvrage construit avec rigueur et réflexion. On peut tout de même regretter la place relativement limitée accordée aux images alors même que la question des représentations occupe une place importante dans l'analyse.

L'organisation interne du livre repose sur une architecture claire composée d'une introduction, de trois grandes parties et d'un développement final consacré à la présentation détaillée du corpus et de la méthodologie. Le plan ne suit pas une progression strictement chronologique. Il s'organise plutôt autour d'une même interrogation : comprendre comment l'État encadre progressivement les colonies de vacances. La publication analyse la montée en puissance de l'intervention publique, mais aussi les relations qu'entretiennent les organismes gestionnaires avec les pouvoirs publics afin d'obtenir reconnaissance, structuration et réglementation. L'hypothèse directrice repose sur l'idée qu'au moment de la Libération, les pouvoirs publics ont intérêt à développer une politique volontariste en faveur des colonies de vacances, à la mesure de leur importance sociale et des ambitions

portées par l'État-providence en reconstruction. Les séjours de vacances sont ainsi appréhendés comme un « fait social majeur »[3] à la fois éducatif, sanitaire et social, situé à la croisée de multiples domaines d'intervention.

Une démonstration en trois mouvements : structuration, normalisation et recompositions

Les colonies de vacances un impératif d'État

La première partie analyse les conditions dans lesquelles les colonies deviennent un objet central de l'action publique dans l'immédiat après-guerre. À travers le premier chapitre consacré aux organisations, aux acteurs et aux convictions qui structurent le secteur, l'auteur met en évidence l'instabilité institutionnelle des années 1944-1946, ainsi que le rôle déterminant d'une administration naissante, la Direction générale de la jeunesse et des sports. Cette administration se dote rapidement d'un bureau spécifiquement chargé des colonies de vacances, assumant des compétences pédagogiques, financières, matérielles et réglementaires. Cette structuration ne va toutefois pas sans tensions. Les ministères de la Santé publique et de l'Éducation nationale se réclament aussi des questions d'hygiène, de certification et de morale concernant la jeunesse. L'analyse montre alors que l'État n'impose pas un modèle unilatéral. Il définit un cadre normatif et des orientations générales tout en s'appuyant étroitement sur les organismes gestionnaires, dans une logique de coopération davantage que de centralisation autoritaire.

Le chapitre 2 montre combien l'urgence matérielle conditionne l'intervention publique dans un contexte marqué par les pénuries et les destructions de l'après-guerre. Reconstruction des centres, sécurisation des sites, difficultés d'approvisionnement et mise en place de subventions sous forme de pensions journalières constituent les leviers par lesquels l'État encadre le développement du secteur. La formation des cadres et la création de relais départementaux renforcent cette dynamique en articulant prévention, sécurité et dialogue avec les associations.

---

3. L'expression « fait social » est hérité des concepts d'Émile Durkheim (1895) signifiant des manières d'agir, de penser ou de sentir extérieures à l'individu et qui s'imposent à lui. L'adjectif qualificatif « majeur » est régulièrement ajouté en sciences humaines et sociales afin de créer une formule rhétorique et analytique qui souligne l'importance d'un phénomène sans emprunter à Marcel Mauss le concept de « fait social total » (1925).

Le chapitre 3 met en évidence la montée en puissance de l'action publique à mesure que les colonies s'imposent comme un phénomène social de grande ampleur. Les séjours se voient progressivement attribuer des fonctions sanitaires, politico-morales et socio-éducatives qui participent à la reconstruction du pays et à la diffusion des principes de l'éducation populaire[4]. Leur croissance démographique accentue les enjeux d'équipement, de financement et d'inégalités territoriales, tandis que la corrélation entre subvention et contrôle renforcent la présence normative de l'État.

Le chapitre 4 insiste enfin sur le caractère volontariste de cette politique. L'État agit à travers la réglementation, le financement et surtout la formation des cadres d'inspection, devenue un instrument central de normalisation. L'implication croissante des normaliens et le soutien accordé à certains organismes partenaires contribuent à rapprocher les colonies du modèle scolaire. Cette évolution s'inscrit également dans une perspective nationale et internationale plus large, les colonies participant à la construction d'une image éducative et sociale de la France.

Cette première partie pose ainsi les bases d'un âge d'or en construction, que la seconde partie vient ensuite interroger à travers les dimensions sanitaires, pédagogiques et professionnelles des colonies de vacances.

Un âge d'or ?

La seconde partie interroge la consolidation et l'intensification de l'intervention publique dans un secteur désormais reconnu comme essentiel. Fuchs montre comment sous la IV^{e} République, les colonies de vacances deviennent un instrument structurant des politiques sociales, sanitaires et éducatives, tout en révélant les tensions suscitées par leur montée en puissance.

L'analyse s'ouvre sur la dimension sanitaire et sociale de cette institutionnalisation. Le chapitre 5 met en lumière la place stratégique accordée aux colonies de vacances dans la lutte contre la mortalité infantile, la tuberculose et les carences alimentaires dans un contexte encore marqué par les privations de l'après-guerre. Les séjours se voient ainsi attribuer une mission hygiénique visant à diffuser de nouvelles normes corporelles à travers

4. L'éducation populaire désigne une catégorie historique et discursive regroupant différentes pratiques, institutions et projets d'éducation du peuple, situés en marge ou en complément de l'école, et traversés par des enjeux culturels, politiques et d'émancipation (Chateigner, 2017).

l'alimentation, le repos, l'aération ou encore l'organisation du quotidien. Cette ambition se traduit également dans la réflexion menée sur les équipements et l'architecture des centres, dont les prescriptions témoignent d'une volonté d'encadrer les comportements par l'aménagement de l'espace. Les séjours apparaissent comme le prolongement des politiques scolaires et sociales, à la croisée de la santé publique, de l'éducation nationale et de l'assistance sociale. Elles participent plus largement à une entreprise de régulation des conduites juvéniles.

Le chapitre 6 montre le renforcement du contrôle pédagogique. Héritières des mouvements de l'Éducation nouvelle et du scoutisme, les colonies sont désormais pensées comme des espaces d'épanouissement global, dans lesquels l'« éducation psychique », le rapport au plein air et le dépaysement occupent une place centrale. L'État cherche à orienter ces pratiques en s'appuyant sur le corps des inspecteurs ainsi que sur les organismes de formation. Toutefois, le renforcement du contrôle administratif et la multiplication des prescriptions rapprochent progressivement les colonies d'une forme scolaire traditionnelle. Les rapports d'inspection mettent ainsi en évidence l'écart persistant entre les ambitions normatives et les réalités du terrain.

Cette évolution se prolonge dans la place centrale accordée à la formation des cadres, étudiée dans le chapitre 7. La professionnalisation progressive de l'encadrement constitue un levier majeur de structuration d'un secteur longtemps fragmenté. La création d'instances de coordination, la définition de contenus communs et la reconnaissance étatique des diplômes traduisent une volonté d'unification et de normalisation. En transformant ses préconisations en textes réglementaires, l'État renforce durablement son influence sur les pratiques éducatives, tout en suscitant des tensions avec des organismes attachés à leurs spécificités pédagogiques et idéologiques.

Cette seconde partie donne ainsi à voir l'apogée d'un modèle dans lequel les colonies de vacances apparaissent comme un outil privilégié de transformation sanitaire, morale et éducative. Toutefois, cette consolidation révèle également des fragilités et des résistances qui annoncent les recompositions étudiées dans la dernière partie de l'ouvrage.

Le temps des interrogations

La troisième partie, plus brève se penche sur les mutations qui affectent les colonies de vacances à la fin des années 1950. La période est en proie aux tensions liées à la transformation progressive des séjours qui se retrouvent au croisement d'une modernisation inachevée, d'une diversification des publics et d'une redéfinition du rôle de l'État.

Le chapitre 8 montre que dans un contexte plus large de transformation des pratiques culturelles et des attentes sociales, les colonies passent progressivement d'une logique centrée sur la protection de l'enfance à une logique de socialisation par le loisir. Cette évolution s'accompagne d'une préoccupation croissante pour la sécurité, devenue un enjeu structurant de l'action publique à travers l'information des familles et le renforcement de l'encadrement. L'équilibre entre liberté, découverte et protection devient alors une tension durable.

Dans le même temps, certaines dimensions peinent à se renouveler. Les pratiques sportives demeurent largement marquées par un modèle moral et contrôlé, hérité de l'entre-deux-guerres, fondé sur l'éducation par le jeu davantage que sur la performance. Les rapports de genre restent, quant à eux, peu problématisés sur le plan pédagogique. Les activités demeurent largement différenciées sans véritable réflexion éducative explicite, malgré certaines spécificités institutionnelles.

Ces transformations s'accompagnent également d'une recomposition progressive des publics que met en avant le chapitre 9. À partir du milieu des années 1950, les colonies s'ouvrent à des catégories sociales plus diversifiées sous l'effet conjoint de l'évolution des politiques de subvention, de l'amélioration des équipements, de la transformation des mentalités et de la diversification de l'offre. Cette ouverture fait toutefois émerger de nouvelles tensions entre volonté de démocratisation et risque d'embourgeoisement, conduisant à s'interroger sur le maintien de l'accès pour les publics les plus modestes[5].

5. Ces évolutions doivent également être replacées dans un contexte plus large de transformation des pratiques de vacances, marqué par la montée des séjours familiaux et l'émergence de nouvelles formes de loisirs dans les années 1960. Dans ce paysage en recomposition, les accueils de loisirs, progressivement reconnus et investis d'une dimension éducative croissante, se rapprochent des séjours sans reprendre pleinement leur logique fondatrice du dépaysement. Parallèlement, la structuration du secteur passe aussi par de nouvelles formes d'encadrement et de formation, notamment à destination des milieux ouvriers. L'organisation concrète des séjours révèle enfin des configurations sociales différenciées selon les institutions, certaines favorisant davantage le brassage social que d'autres.

Le chapitre 10 interroge enfin les limites de la capacité d'action de l'État face à un secteur en expansion rapide. Le succès massif des colonies de vacances contribue à faire émerger de véritables politiques publiques, mais celles-ci se heurtent progressivement à des contraintes financières et organisationnelles qui limitent la portée de l'intervention étatique. Les organismes gestionnaires retrouvent alors une marge d'autonomie plus importante. Ce tournant engagé à la fin des années 1950 marque une tentative de recomposition de l'action publique. Celle-ci se caractérise par une augmentation des moyens budgétaires, une réforme des modalités de subvention désormais davantage ciblées sur les ressources des familles et une déconcentration accrue des décisions. Cette réorientation combine développement de la formation, sélectivité des financements et redistribution des responsabilités administratives. Elle s'accompagne également d'une redéfinition des équilibres institutionnels, notamment dans les relations avec l'Éducation nationale, révélant les tensions persistantes qui traversent la gouvernance du secteur.

Sous l'effet des transformations sociales, culturelles et institutionnelles qui redéfinissent la place des colonies de vacances dans la société française, la dernière partie met ainsi en lumière un moment de transition au cours duquel le modèle construit dans l'immédiat après-guerre se trouve confronté à ses propres limites.

Déplacer le regard sur les colonies de vacances : innovations méthodologiques et prolongements possibles

L'ouvrage se distingue par sa capacité à restituer la pluralité des acteurs et des espaces institutionnels engagés dans cette dynamique où l'État-providence cherche à diffuser des normes et à encadrer les pratiques juvéniles. Les colonies de vacances apparaissent comme un objet situé à la croisée de multiples domaines d'intervention, mobilisant non seulement l'Éducation nationale, la jeunesse et les sports, mais aussi la santé publique, les organismes de protection sociale, les administrations territoriales ou encore certains services relevant de la politique extérieure. Cette multiplicité d'instances décisionnelles et de logiques d'action fait des colonies un espace d'intervention composite, structuré par des impulsions diverses et parfois concurrentes, révélatrices de la complexité de l'action publique dans le champ socio-éducatif.

L'originalité de la démarche tient également à son dispositif méthodologique. En croisant l'exploitation d'archives administratives avec l'analyse de sources audiovisuelles, l'auteur ne se contente pas d'étudier les instruments de gouvernement. Il met également au jour les représentations, les imaginaires et les affects qui accompagnent l'intervention de l'État et contribuent à en légitimer l'action. Ce double regard permet de saisir à la fois les mécanismes institutionnels de régulation et la mise en scène publique des colonies de vacances, en montrant comment celles-ci participent à la construction d'un consensus social autour des politiques de jeunesse. L'ouvrage montre que les colonies relèvent à la fois de la société civile et de l'action publique, sans faire pour autant l'objet d'une étatisation complète.

L'auteur souligne toutefois certaines limites de son travail. L'analyse tend notamment à minorer l'intensité des conflits idéologiques qui traversent le champ des colonies de vacances, en privilégiant l'étude des processus de structuration administrative et des dynamiques de coopération. De même, l'attention accordée au rôle des associations, en particulier celles issues du courant laïque, conduit à privilégier certains réseaux d'acteurs et certaines configurations institutionnelles au détriment d'autres. Ces choix, explicitement assumés, orientent la focale de l'analyse tout en laissant ouvertes plusieurs pistes de recherche complémentaires sur la diversité des positionnements idéologiques et organisationnels qui structurent le secteur. Une histoire davantage attentive aux expériences vécues permettrait d'interroger plus finement les écarts entre prescriptions administratives et réalités du terrain. Une approche prosopographique consacrée aux inspecteurs, administrateurs et responsables d'organismes éclairerait également la circulation des modèles éducatifs et des réseaux d'acteurs. Enfin, l'attention portée aux sources audiovisuelles invite à poursuivre l'étude des représentations publiques de la jeunesse et des formes de légitimation de l'action éducative.

Conclusion. *Quid* de l'État dans la transformation des formes d'éducation ?

L'ouvrage de Fuchs présente, en définitive, les colonies de vacances comme un véritable « laboratoire socio-éducatif » de l'après-guerre, au sein duquel se déploient les différentes formes d'intervention de l'État-providence. À travers les questions d'hygiène, de sécurité,

de formation, d'inspection ou encore de subventions, il met en évidence les processus de normalisation qui accompagnent la structuration progressive du secteur, tout en montrant les tensions persistantes entre initiative associative et régulation publique.

Au-delà de l'histoire des colonies de vacances, cette réflexion entre directement en résonance avec les débats contemporains autour de la reconstruction de la forme scolaire (Go, 2007). La question de l'État apparaît centrale. Le détour par les colonies de vacances invite à interroger les attentes adressées à l'action publique dans les projets actuels de transformation éducative : une reconstruction de la forme scolaire peut-elle se déployer sans intervention, soutien ou impulsion de l'État ? Faut-il, au contraire, anticiper les effets d'un désengagement institutionnel et penser les conditions permettant de compenser l'absence d'une véritable politique volontariste initiée par l'État ?

À cet égard, les analyses développées par Go et Prot (2023) autour de la reconstruction de la forme scolaire éclairent de façon singulière la lecture de l'ouvrage de Fuchs. Les auteurs rappellent en effet que cette reconstruction suppose à la fois des lieux et des espaces éducatifs « où l'hospitalité et la transmission de la culture soient réellement possibles[6] », mais aussi l'existence de dispositifs et de collectifs capables de réfléchir et de mettre en œuvre les transformations nécessaires à une école démocratique. Dans le cas des colonies de vacances, il apparaît que de tels espaces éducatifs ne se maintiennent pas spontanément : ils reposent sur des équilibres institutionnels, matériels et politiques fragiles, dépendants des formes de soutien, de reconnaissance et de coordination apportées par les pouvoirs publics.

Dans cette perspective l'intérêt du travail de Julien Fuchs dépasse largement le seul cadre des colonies de vacances. En mettant au jour les conditions concrètes de structuration, de régulation et de légitimation d'un espace éducatif non scolaire, l'ouvrage offre des nouveaux points d'appui pour contribuer à penser les conditions de possibilité d'une reconstruction de la forme scolaire. Il rappelle notamment que les transformations éducatives ne reposent pas uniquement sur des principes pédagogiques ou des intentions politiques, mais également sur l'existence de cadres institutionnels, de financements, de formations, de collectifs d'acteurs et de lieux capables d'assurer la continuité, la stabilité

6. Xavier Riondet, « Henri Louis Go et Frédérique Marie Prot (2023). Reconstruire l'école. Péripéties de la forme scolaire d'éducation. Nancy : EDUL, 142 p. », *Recherches et éducations*, 2025, DOI : 10.4000/12e2u.

des pratiques éducatives et leurs finalités. Ainsi, le détour par l'histoire des colonies de vacances invite moins à rechercher un modèle éducatif alternatif qu'à réfléchir aux conditions sociales, politiques et institutionnelles nécessaires à toute entreprise de reconstruction de la forme scolaire.

Bibliographie

Chataigner, Frédéric (2017). L'expression « éducation populaire » dans les discours publics français (1815-1950). Dans L. Besse et C. Christen (dir.), *Histoire de l'éducation populaire, 1815-1945 : Perspectives françaises et internationales* (p. 51-62). Presses universitaires du Septentrion.

Chovaux, Olivier (2008). *Des colonies de vacances à l'économie sociale : Histoire de l'UFCV (1907-2007)*. INJEP.

Fuchs, Julien (2020). *Le temps des jolies colonies de vacances : Au cœur de la construction d'un service public (1944-1960)*. Presses universitaires du Septentrion.

Gardet, Mathias (2014). *Les colonies de vacances*. Le Cherche-Midi.

Go, Henri Louis (2007). *Freinet à Vence. Vers une reconstruction de la forme scolaire*. Presses universitaires de Rennes.

Go, Henri Louis, et Prot, Frédérique Marie (2023). *Reconstruire l'école : Péripéties de la forme scolaire d'éducation*. EDUL.

Lebon, Francis (2005). *Une politique de l'enfance : Du patronage au centre de loisirs*. L'Harmattan.

Lee Downs, Laura (2002). *Childhood in the promised land: Working-class movements and the colonies de vacances in France, 1880-1960*. Duke University Press.

Palluau, Nicolas (2013). *La fabrique des pédagogues : Encadrer les colonies de vacances (1919-1939)*. Presses universitaires de Rennes.

Tétard, Françoise (2007). Du surveillant au « mono » : Du sanitaire au pédagogique (1923-1949). *Cahiers d'histoire : Revue du comité d'histoire des ministères chargés de la jeunesse et des sports*, *3*, 73-85.

Vincent, Guy (dir.). (1994). *L'éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*. Presses universitaires de Lyon.